

Réponses des candidat(e)s Gauche Solidaire Ecologique Présentées et soutenues par le PCF

1. Quelle est la place qu'occupent la précarité et la pauvreté parmi les questions que vous souhaitez voir abordées par la représentation nationale et que vous lui soumettez ?

La lutte contre les inégalités en Corse est une constante pour les élus, les militants communistes et le PCF. Dans mon action parlementaire elle occupera une place centrale comme l'activité des députés communistes le montre dans les précédentes législatures.

2. Avez-vous, vous-même, des propositions sur certaines de ces questions à proposer au débat public ?

S'agissant de la Corse la justice fiscale et sociale passe par la remise en cause des avantages fiscaux sur les gros patrimoines, par la transparence s'agissant de la « captation » de la solidarité nationale au détriment des ménages populaires (194 millions d'euros de réfaction de TVA), il faut également le blocage et le contrôle des prix, l'augmentation du SMIC à 1500 euros net, des pensions de retraite, l'extension de la prime de vie chère à tous

3. Avez-vous, à cet égard, déjà formé des projets d'intervention et d'interpellation du gouvernement, sur la prise en compte de cette problématique et sur les moyens qu'il envisage, de son côté, de mettre en œuvre pour lutter contre ces fléaux ?

Fléaux le mot n'est pas juste, il y a un système des choix politiques que nous combattons et des responsabilités qui incombent à ceux qui font ces choix. Nous interviendrons pour que les rapports de l'Autorité de la Concurrence et de l'Inspection générale des finances soient enfin suivis d'effets en termes de transparence sur l'évaporation des réfections de TVA et sur la formation des prix (biens de consommation courante et carburants) et de démantèlement des monopoles du Consortium des patrons corses et du Groupe Rubis Vito

Au niveau politique :

4. Défendriez-vous la création d'un ministère entièrement dédié à la lutte contre la pauvreté ?

Je défendrai une politique de juste répartition de la richesse pour lutter efficacement contre la pauvreté en s'attaquant à l'évasion fiscale et à la spéculation avec une taxation proportionnelle aux sommes indécentes accumulées par les grandes firmes et les plus fortunés.

5. Vous engagez-vous à participer aux commissions permanentes des affaires sociales et des finances pour influencer sur les projets de loi concernant plus particulièrement la lutte contre la pauvreté ?

Si cela relève des attributions qui me seront confiées au sein du groupe communiste oui

Que proposez-vous pour améliorer l'accès des plus pauvres, notamment en matière d'accès aux besoins fondamentaux :

En préalable créer les conditions pour qu'ils sortent de la pauvreté (emploi stable et salaire décent) en un mot la dignité.

6. De soins

Défendre la Sécurité sociale, la santé publique avec plus de moyens humains et budgétaires

Garantir une bonne rémunération des personnels hospitalier

Mettre à disposition des plateaux techniques nombreux et performants

Un hôpital neuf à Bastia

Arrêter la tarification à l'acte

Construire un service public de la dépendance

Aider les seniors à rester dans leurs domiciles

7. A une alimentation suffisante en qualité et quantité

Favoriser la production locale et la juste rémunération des producteurs

Refonder la PAC en ce sens pour aller vers la souveraineté alimentaire

Préserver les terres agricoles.

8. A un logement décent, notamment pour limiter les passoires thermiques

Construire des logements sociaux aux normes écologiques

Interdire les expulsions locatives sans proposition de relogement public

Mettre en place une garantie universelle des loyers créant un filet de sécurité contre les impayés de loyers pour les locataires, comme pour les propriétaires

Encadrer les loyers, adopter un bouclier logement qui limite la part des revenus consacrée à se loger

Revaloriser les aides personnelles au logement (APL)

9. A des transports en commun efficaces pour une transition écologique juste et solidaire

Désobéir aux Traités européens pour avoir des transports et des services publics conformes à l'exigence posée par la lutte contre le dérèglement climatique introduction du principe de non régression sociale pour stopper la logique libérale de dumping favorable aux low cost sur la base du moins disant fiscal et social

10. A l'accès à la communication numérique

Garantir le droit à un accès minimal gratuit à Internet et la couverture numérique de tout le pays en très haut débit à coût accessible d'ici 2025

Constitutionnaliser le droit au chiffrement des données et des communications

Systématiser la publication en données ouvertes des informations publiques détenues par les collectivités (démocratie ouverte)

Garantir le maintien de guichets, de personnels, et de formulaires papier malgré la dématérialisation des services publics et la transformation numérique des administrations, déployer un service public de proximité pour accompagner les 20 % de Français en difficulté avec le numérique (illettrisme)

11. A la culture, au sport, aux loisirs

Porter le budget consacré à l'art, à la culture et à la création à 1 % du PIB par an

Restaurer un service public de la culture ambitieux pour les acteurs culturels et le public

Aller vers quatre heures d'EPS dans les cursus scolaires

Augmenter la taxation sur les retransmissions sportives à la télévision pour contribuer au financement du sport amateur

Agir pour la création d'une association sportive dans tous les établissements scolaires du premier degré pour rendre gratuite et accessible la pratique d'une activité physique encadrée par des enseignants et des éducateurs

12. Pour prévenir le décrochage scolaire

Assurer l'égalité devant l'école :

Réduire partout les effectifs par classe pour faire mieux que la moyenne européenne, qui est actuellement à 19 élèves par classe, en priorisant les classes de pré-élémentaire, les lycées professionnels et les établissements relevant de l'éducation prioritaire

Permettre la scolarisation dès 2 ans pour les parents qui le souhaitent

Objectif « zéro décrocheur » : renforcer les dispositifs de rattrapage scolaire en proposant des accompagnements collectifs et individuels adaptés. Rétablir les RASED dans le premier degré

Établir une nouvelle carte scolaire intégrant les établissements privés, et une carte de l'éducation prioritaire qui réponde aux besoins éducatifs et mette fin à la ségrégation scolaire, en concertation avec les collectivités, syndicats et associations de parents d'élèves

Moduler le financement des établissements privés sous contrat en fonction de leur respect de la carte scolaire et des obligations de mixité scolaire

Étendre la scolarité obligatoire à 18 ans, en proposant, si nécessaire, une garantie d'autonomie à partir de 16 ans

Garantir la variété des langues vivantes enseignées et leur apprentissage dès le CP

Augmenter le nombre de classes pour les élèves primo-arrivants

13. Pour améliorer la formation professionnelle des non diplômés

Augmenter le nombre de classes de lycées professionnels et agricoles publics, les Centres de formation des apprentis (CFA) avec les moyens adéquats

Assurer la continuité des droits personnels (à la formation, aux congés...), hors du contrat de travail, et les transférer d'un contrat à l'autre

Imposer des négociations régulières aux entreprises sur l'emploi, la formation et la gestion des compétences et des qualifications en associant les organisations syndicales

Garantir le maintien du revenu en cas de reconversion ou de formation

Donner à chaque salarié le droit à 36 heures de formation par an, librement utilisables dans le domaine de son choix

Intégrer les périodes de stages et d'apprentissage dans la sécurité sociale professionnelle (ancienneté, congés, formation)

Solidarité institutionnelle et sociétale

Que proposez-vous pour :

14. Associer les plus pauvres à la conception, la réalisation, l'évaluation des mesures qui les concernent

Créer des droits nouveaux pour les citoyens incluant cette exigence sociale et démocratique

Reconnaître un droit de pétition numérique, encadré par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), permettant de faire inscrire une proposition de loi à l'ordre du jour des assemblées, et abaisser les seuils de recevabilité

15. Augmenter le pouvoir d'achat

Augmenter le smic à 1500 euros net dès le 1^{er} juillet, les retraites et pensions de 200 euros

Étendre la prime de vie chère en Corse à tous

Aucune pension inférieure à 1063 euros, création du revenu d'autonomie étudiant à 1063 euros

16. Expérimenter le revenu universel

Le travail universel est préférable avec un emploi stable et un bon salaire

17. Donner des alternatives à la dématérialisation des démarches administratives

Humaniser les services publics, créer des postes pour recevoir les usagers

18. Développer de véritables guichets uniques

Redéployer les services publics dans leur spécificité

19. Un accueil digne pour tous les migrants

Renforcer l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et organiser une conférence annuelle sur les migrations

S'opposer aux accords commerciaux inégaux afin d'éviter aux migrants de devoir quitter leur pays

Agir contre les conséquences des bouleversements climatiques par des transferts de technologies et de l'aide financière et matérielle

Mettre fin aux violations des droits fondamentaux par Frontex

Assumer le devoir d'accueil et d'humanité envers les réfugiés